

# LES DICTATURES CONTRE LA LIBERTÉ DES PEUPLES

Luiggi FABBRI

1926

-----

d'après l'ouvrage "La Lutte humaine" de Gaetano MANFREDONIA,

dans la partie: "L'Agonie d'une civilisation",

aux Éditions du Monde libertaire

1994

-----

## *Avant-propos de l'éditeur:*

Nous reproduisons ici l'étude de Fabbri écrite à son arrivée en France et datée de Montbéliard, le 23 décembre 1926: «*Les dictatures contre la liberté des peuples*». Ce travail fut rédigé en réponse à une enquête proposée par le journal anarchiste de Buenos Aires *La Protesta* et parut, en castillan, dans les n°262 et 263 des 2 et 18 mai 1927 du «*Suplemento quincenal*» de la publication argentine. Nous avons utilisé pour notre traduction le manuscrit original en italien déposé à l'I.I.H.S. d'Amsterdam.

-----

## LES DICTATURES CONTRE LA LIBERTÉ DES PEUPLES

Au fur et à mesure que nous nous éloignons de la fin de la guerre de 1914-18, nous nous rendons compte toujours davantage, avec angoisse, du désastre qu'elle a représenté pour toute l'humanité. Désastre dû, non seulement aux pertes humaines ou aux richesses sociales détruites, mais surtout au recul moral qu'elle a provoqué et qui se poursuit, menaçant pour l'avenir.

La misère et la crise économique qui font planer le spectre de la faim sur les trois quarts du globe ne sont rien par rapport aux ravages provoqués dans les âmes par l'aveuglement de l'esprit, la confusion des idées et le tarissement des meilleurs sentiments humains; pendant ce temps les sentiments les plus bas - violents d'un côté et serviles de l'autre - s'affirment et, surtout, le sens de la dignité humaine et de la liberté est bafoué.

On dirait qu'un souffle pestilental s'est élevé des charniers humains, encore présents en Europe, et a empoisonné les sources de la vie des peuples pour les repousser vers un passé de ténèbres et d'abjection qui semblait enfoui à jamais par le travail patient de la civilisation depuis deux siècles.

L'idée et le sentiment de liberté, en particulier, courent le danger le plus grave, celui d'être submergés par une vague réactionnaire emportant les cerveaux et les coeurs. Je ne fais pas référence, cependant, seulement à ceux qui sciemment ou, mieux, cyniquement veulent tuer la liberté pour opprimer impunément les peuples; je ne parle pas non plus, exclusivement, de ces foules privées désormais de tout idéal, ivres de soumission et qui se plient avec volupté jusqu'à ramper dans la fange aux pieds des oppresseurs - presque contentes d'être ainsi piétinées et brimées.

Malheureusement le poison de la «servitude volontaire», comme l'appelait La Boétie, s'est propagé et diffusé même parmi les ennemis des oppresseurs et des exploiteurs du peuple. Pendant la guerre, certaines maladies physiques et morales se transmettaient d'un camp à un autre; de même, aujourd'hui, l'esprit de violence et de servitude passe assez aisément - soit par imitation, soit par réaction - du camp des oppresseurs et des serfs à celui des opprimés et des rebelles. Hélas, combien de fascistes en puissance se trouvent aussi chez ces antifascistes qui ne raisonnent plus et, aveuglés par la colère, ne pensent plus qu'à réaliser une sorte de fascisme à l'envers, une nouvelle tyrannie qui réponde à l'oppression par l'oppression.

Et pourtant, la tyrannie et l'oppression, même si dans un premier temps elles permettent de satisfaire un besoin compréhensible de vengeance, resteront toujours égales à elles-mêmes: tyrannie pour les quelques chanceux devenus patrons, et oppression pour la majorité des gens qui changeront simplement de joug.

Les méfaits de la tyrannie sont devenus si innombrables et si insupportables que n'importe quel changement ou limitation représenterait un soulagement pour tous ceux qui souffrent. Mais ces méfaits seraient moins à craindre si leur influence immorale ne venait corrompre aussi la conscience des victimes qui, lors de la revanche inéluctable, pourraient reprendre à leur compte ces mêmes tendances criminelles qui les font tant souffrir aujourd'hui. Les horreurs actuelles de la tyrannie font de la société une infirme mais ne peuvent lui ôter l'espoir de sa possible libération; ce qu'il faut craindre, en revanche, c'est de voir de telles horreurs se perpétuer - fussent-elles perpétrées par représailles ou par réaction -, car ce que nous espérons de l'avenir c'est qu'il nous apporte, avec la revanche, aussi le repos d'une paix fraternelle et surtout la liberté.

Nous ne regrettons guère l'élan destructeur et justicier de la révolution qui, avec son souffle purificateur, apportera aussi d'inévitables erreurs et douleurs; ce qui nous inquiète, c'est de penser que la révolution, lors de son déchaînement, détruise seulement les tyrannies existantes sans s'occuper de celles qui pourraient germer en son sein; pire encore, qu'elle-même engendre les tyrannies à venir, soit en voulant imiter le passé, soit parce que cela lui semblerait plus facile ou utile. Or, si tel était le cas, la révolution, même si elle se montrait violente et féroce à l'encontre des anciens dominateurs dépouillés, finirait par l'être aussi vis-à-vis de tous ceux qui réclameraient encore la justice sociale dont elle serait la négation. Cette crainte est alimentée en nous par le constat que le sentiment de liberté est aujourd'hui très faible, y compris chez beaucoup d'exploités et d'opprimés qui souhaitent se révolter. Certains croient carrément qu'ils ne pourront obtenir leur libération qu'en renonçant à leur liberté et en confiant cette tâche à la dictature.

L'illusion des dictatures providentielles, que les expériences du siècle dernier avaient fait disparaître, est réapparue sous la pression formidable de cette grande accoucheuse de tyrannies qu'est la guerre. Et l'orientation bolchevique de la révolution russe - déviation produite elle-même par la pression de la guerre - a contribué énormément à la renforcer à cause de l'influence corruptrice qu'exerce tout succès matériel sur les esprits superficiels et ignorants, même lorsqu'il apporte avec lui la preuve de sa propre stérilité et de son caractère nocif.

Et pourtant, il est évident que la dictature, même lorsqu'elle n'est pas ouvertement utilisée par les ennemis du prolétariat et de la liberté des peuples, ne constitue nullement un remède ou une amélioration par rapport aux maux sociaux dont on voudrait s'affranchir. Elle provoque, en revanche, un accroissement, une exaspération du pire des maux, contre lequel il faut se révolter! Toute l'histoire passée et présente, ainsi que les moindres phénomènes sociaux où il y a conflit entre le principe de liberté et celui d'autorité le prouvent de la manière la plus évidente.

La politique, comprise dans le sens classique d'«*art de gouverner*», a toujours conçu la dictature comme une mesure exceptionnelle adoptée par l'État dans des cas d'extrême urgence: guerre civile, catastrophes naturelles et économiques, etc... Son but: ne pas laisser échapper le pouvoir au profit des ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur; ou alors, pouvoir disposer de ses sujets à sa guise, sans contrôles et formalités légales, afin de ne pas être gêné dans le gouvernement.

Le caractère principal de la dictature est la concentration de tout le pouvoir - politique, militaire, civil, administratif - dans les mains d'un seul individu ou d'un groupe très limité d'individus qui gèrent d'une manière arbitraire la direction et la gestion de la chose publique. La dictature est quelque chose de plus qu'un gouvernement absolu puisqu'elle n'est même pas tenue à respecter les lois qu'elle édicte pour les autres. C'est quelque chose de différent car elle possède un caractère surtout militaire et se couvre de l'irresponsabilité propre au militarisme. Bien évidemment, les caractéristiques de la dictature peuvent être plus ou moins prononcées selon les lieux et les époques, les circonstances ou bien les hommes, mais elles restent toujours fondamentalement les mêmes.

Les excès de pouvoir des gouvernements dictatoriaux en font cependant quelque chose de provisoire; non pas parce que les dictatures ne chercheraient pas - ainsi que toute espèce d'autorité - à perpétuer leur pouvoir, mais pour d'autres motifs. Tout d'abord, un pouvoir excessif et sans contrôle s'use plus vite car il est davantage dépendant des qualités, positives ou négatives, des individus qui le représentent; il est donc plus porté à la longue à commettre des erreurs irréparables le conduisant au désastre. En deuxième lieu, un pouvoir dictatorial, réuni en une ou quelques mains, se crée avec le temps trop d'ennemis, y compris parmi les classes dominantes, qui pourtant possèdent grâce à l'État un rempart contre les assauts des classes inférieures de la société.

Il y a des intérêts de classe ou de caste qui se concilient mal avec la domination absolue d'un seul ou de quelques-uns car ils en ont besoin seulement en tant que mesure de guerre, à titre exceptionnel ou transitoire. Voilà la cause de la lutte si fréquente que l'on constate dans l'histoire - histoire qui n'est pas exclusivement lutte de classes - entre les différentes castes ou catégories, y compris au sein des classes dominantes. Il existe des intérêts économiques, politiques et moraux, des classes aisées - et même des classes ploutocratiques -, qui sont entravés ou lésés par le privilège du pouvoir confié à un seul ou à trop peu d'individus. Certes, ces classes ou castes sont confrontées à la nécessité de tenir tête aux mouvements insurrectionnels latents des classes dominées et exploitées. Il s'agit là de l'intérêt suprême commun à tous les dominateurs de la vie sociale qui, dans les moments critiques, se sentent tous unis. Mais lorsque les masses sont domptées et font moins peur, les classes dominantes ressentent le besoin de défendre leurs intérêts politiques, économiques et moraux, vis-à-vis aussi du pouvoir excessif et arbitraire, envahissant, anti-économique et gênant d'un État trop centralisé et personnalisé.

C'est en cela que réside en grande partie la raison d'être de la démocratie étatique bourgeoise qui ne nie pas l'État mais veut que le pouvoir soit réparti d'une manière plus large. Elle est née, et devait naître, à mesure que le développement de l'industrie et des échanges, après le XIII<sup>ème</sup> siècle, accrut le nombre des privilégiés de l'argent et que ces derniers devinrent bien plus nombreux que les privilégiés du pouvoir, de l'aristocratie. Celle-ci avait lutté dans un passé encore plus éloigné contre le pouvoir royal et impérial pour partager avec lui le privilège de dominer. En 1789, enfin, la bourgeoisie, dans sa lutte contre le roi et l'aristocratie, utilisa à son profit l'esprit de révolte provoqué par la misère parmi la plèbe. Il était donc inévitable que la plèbe, à son tour, en ait profité pour réclamer une meilleure place dans la vie sociale ou pour s'élever au rang de «peuple». Mais la révolution bourgeoise, à part des cas particuliers, fut davantage une lutte pour conquérir le pouvoir que pour la véritable liberté.

Cela est tellement vrai que les classes aisées, même les plus démocratiques dans leurs programmes de gouvernement, chaque fois qu'elles ont vu leur pouvoir et leurs richesses menacés par une possible insurrection expropriatrice, se sont tout de suite empressées de chercher refuge dans la forteresse de l'État. Aussitôt elles se sont alliées, jusqu'à abdiquer, avec les adversaires de jadis, l'aristocratie et la royauté. Elles n'ont pas dédaigné avoir recours, dans des circonstances exceptionnelles, à l'instrument le plus oppresseur de tous: la dictature.

Une fois le danger passé, cependant, refait surface chez les classes aisées le besoin de se libérer du joug excessif de l'absolutisme. S'affirme ainsi un désir assez complexe - mêlant les intérêts économiques et les ambitions personnelles - qui les porte à vouloir bénéficier toujours davantage du pouvoir politique et donc à partager celui-ci au profit de sa propre classe, à se libérer de leurs entraves les plus gênantes; à se «libérer» - entendons-nous - en tant que classes dominantes, car les millionnaires voudraient aussi ne pas payer d'impôts, ne pas faire leur service militaire, ne pas se soumettre à certaines lois, etc... Au contraire, souvent, dans leur langage le mot liberté - comme pour la liberté des échanges, de travail, la libre concurrence - assume l'infâme signification d'exploitation et d'oppression sans limites pour le prolétariat; il n'y a plus alors liberté mais arbitraire, violence, arrogance.

Le théoricien de cette sorte de liberté - privilège de classe, de ces tendances anti-étatiques capitalistes - fut Herbert Spencer, bien qu'il ait eu, semble-t-il, au début lui aussi des tendances socialistes. Grand théoricien de l'individualisme bourgeois, certaines de ses critiques de l'État furent si âpres et perçantes que nombre de ses pages pourraient être revendiquées par les anarchistes. Mais ce n'est qu'un leurre car il s'agit d'une fausse liberté, d'une liberté de classe, d'un anti-étatisme de circonstance - comme peut l'être aussi celui des assassins et des voleurs - et qui n'a rien à voir avec la liberté pour tous et de tous, avec l'anti-étatisme permettant l'affranchissement de tous les hommes de l'exploitation, qui est l'essence de l'anarchisme.

Spencer lui-même, d'ailleurs, révisa dans un sens réactionnaire ses critiques de l'État au cours de ses

dernières années en justifiant la répression étatique contre les travailleurs dont le mouvement de libération le scandalisait bien davantage que les délits de l'État dénoncés par lui maintes fois dans le passé. Les différentes prises de position de ce philosophe et sociologue bourgeois sont bien représentatives des orientations de la classe capitaliste elle-même, alternant absolutisme et libéralisme. Systèmes qui sont certes différents mais qu'elle utilise à son gré, selon les besoins et les circonstances, toujours dans un même but de domination et d'exploitation.

L'alternance de ces phases historiques nous conduit à penser que toute dictature est instable et transitoire; et elle l'est d'autant plus qu'elle est rigide, absolue, intolérante. Mais cela ne doit pas engendrer des illusions. Les termes d'*«instable»* ou de *«transitoire»* doivent toujours être entendus dans un sens relatif, car l'histoire ne se mesure pas en semaines ou en mois. Même ce qui est *«provisoire»* peut paraître excessif si on le compare à la brièveté de notre vie ou à notre hâte de libération.

Quand une partie des classes dominantes ressent le besoin de se libérer des liens de la dictature, dans son effort pour les briser, si elle ne peut pas y arriver toute seule, elle est portée à utiliser le concours des classes pauvres et dominées. Son intention cependant - avouée ou sous-entendue - reste toujours de maintenir ces dernières à leur place; c'est-à-dire dans leur situation de sujets soumis et exploités. Ou alors, gare! Combien de subterfuges, combien de précautions, combien d'embûches, et aussi combien de trahisons pour utiliser la force des classes pauvres tout en les empêchant de s'affirmer, de recueillir trop d'honneurs ou d'obtenir trop de droits! Que l'on se souvienne lors de la révolution italienne, entre 1821 et 1870, de la résistance hypocrite et non avouée des patriotes modérés et conservateurs à l'encontre du parti révolutionnaire d'action, derrière lequel on craignait de voir se profiler des prétentions excessives de la part du *«menu peuple»*, comme on appelait alors le prolétariat.

Aujourd'hui c'est à nouveau l'autre plateau de la balance qui monte. La bourgeoisie étatique et capitaliste de nombreux pays européens a eu peur du prolétariat. Et même celle qui, en réalité, ne l'a pas craincé, a pensé qu'il n'y avait pas d'autre moyen que la force pour contraindre le prolétariat, et lui seul, à combler par sa sueur et son sang, par son travail et sa misère, les énormes dégâts de la guerre, en lui enlevant toute liberté jusqu'à celle de respirer. Ainsi en Italie, en Hongrie, en Roumanie, etc..., la bourgeoisie a asservi le prolétariat, tout en s'asservissant en grande partie elle-même à la plus violente des dictatures.

Là où cela ne s'est pas déjà produit, c'est-à-dire dans les pays qui gardent encore un régime plus ou moins libéral et démocratique, la dictature fonctionne aussi mais sous forme de chantage. Soit les ouvriers se soumettent volontairement à la surexplotation, au chômage, à la misère; soit ils seront assujettis par la force et on leur enlèvera, de surcroît, les quelques libertés politiques, de presse, d'association, de réunion, etc... On laissera en outre la voie libre, par des encouragements et des aides en argent ou en armes, aux minorités fascistes que le capitalisme garde déjà prêtées dans chaque pays pour les lancer en cas de besoin, tels des chiens enragés et faméliques, sur les talons du prolétariat.

Il n'est pas possible aujourd'hui de nier la réussite complète de la réaction dictatoriale et fasciste dans beaucoup de pays (1). Dans certains cas cette réussite a carrément dépassé toute attente - y compris chez ses promoteurs -, ce qui n'a pas toujours été apprécié. C'est l'histoire de l'arroseur arrosé qui se répète. Mais dans les autres pays aussi le chantage indiqué plus haut semble fonctionner.

Ce succès cependant non seulement a enivré les vainqueurs véritables, non seulement a fait relever la tête aux capitalistes des pays non encore fascistes, mais il semble être monté à la tête également de nombre de vaincus qui, aujourd'hui, se demandent: *«Et si nous faisions la même chose nous aussi? Si la dictature est le moyen pour vaincre, pourquoi ne pas l'utiliser?»*. Je ne parle pas ici exclusivement du fascisme typique, avec ses cruautés féroces et son immoralité ordurière, mais de la dictature en général, en tant que système de gouvernement. Eh bien, la dictature peut-elle être un moyen adapté et efficace pour vaincre une lutte, une bataille, une révolution libératrice et émancipatrice? Voilà le problème!

Certains disent: *«La fin justifie les moyens»*. Ce n'est pas ici le lieu pour discuter d'un point de vue moral cet aphorisme immoral qui est faux même d'un point de vue opportuniste, matériel et utilitaire. Il n'y a pas de mauvais moyens susceptibles d'atteindre des buts positifs. Les mauvais moyens peuvent être utiles pour poursuivre des finalités mauvaises. Pour des buts positifs il faut de bons moyens aussi. Celui qui utilise les mauvais moyens et affirme vouloir atteindre un but positif, soit se trompe, soit trompe.

(1) Certains y incluent, à raison, la Russie. Dans ce pays cependant la dictature présente un caractère différent, ce dont nous nous occuperons par la suite.

Prenons par exemple l'Église catholique. Personne ne peut nier que le christianisme se conformait au début à un idéal humain supérieur et que ses fins étaient, en grande partie, très nobles. Certains de ces principes sont encore aujourd'hui vivants en tant que facteurs de progrès et d'élévation de l'individu et de la société. Mais l'Église, par excès de pouvoir et de richesse de ses membres ou par dégénérescence de ses institutions, tout en mettant en avant le caractère élevé de ses fins, presque tout de suite, dès qu'elle est devenue religion d'État, a commencé à utiliser comme moyens la superstition, le mensonge, la fraude, la violence, la tyrannie. Au XVI<sup>ème</sup> siècle on a créé, à l'initiative d'un de ses saints, la célèbre *Compagnie de Jésus* qui n'a pas dédaigné afficher ouvertement comme mot d'ordre que la fin justifiait les moyens. Par conséquent, après dix-huit siècles, non seulement l'Église n'a pas atteint le but libérateur du Christ mais, au contraire, se réalise toujours davantage dans l'esclavage, la démoralisation, l'oppression, la mort.

Il ne faut pas dire, donc, que la fin justifie les moyens mais que pour chaque fin il faut utiliser les moyens appropriés. Il n'est pas possible, ainsi, d'utiliser des moyens tyranniques pour obtenir la liberté; de même, utiliser des moyens de liberté pour la tyrannie, cela ne servirait qu'à tromper les niais.

Même le fascisme, au début, parlait de liberté - et quelques imbéciles y ont cru, les prétendus fascistes de la première heure -, mais les moyens de liberté qu'il utilisait comme la presse, les réunions, les associations, les congrès etc..., à eux seuls ne lui auraient servi à rien. Parfois d'ailleurs l'utilisation de tels moyens l'a placé dans des situations gênantes. Ce dont il a pu tirer profit surtout, sinon exclusivement, a été la violence contre toutes les libertés, la conquête du pouvoir, l'usage et l'abus de l'autorité suprême. Le fascisme lui-même, une fois arrivé au pouvoir, s'est aperçu que les libertés les plus simples et élémentaires - qu'il ne s'était pas soucié de supprimer dans un premier temps -, constituaient pourtant une arme formidable contre lui aux mains de ses adversaires et des amis de la liberté. C'est ainsi qu'il a fini par en supprimer complètement les derniers vestiges même.

Si l'on suit attentivement l'histoire de la lutte de la liberté contre la tyrannie, il n'est pas difficile de s'apercevoir, parmi l'enchevêtrement des événements, de la répétition de la chose suivante: l'humanité n'a pu réussir à conquérir de nouvelles libertés que lorsque, pour les atteindre, elle a utilisé comme moyen la liberté. En revanche, même les plus ardents et sincères partisans de la liberté, quand ils ont utilisé des moyens tyranniques, ont contre toute attente - et en dépit de leurs intentions - abouti à des formes de tyrannie insoupçonnées.

Indéniablement, comme nous l'avons vu, la dictature - ce moyen tyrannique par excellence - peut, en période de crise ou de danger, profiter aux classes et castes privilégiées pour défendre et renforcer leurs priviléges et leur domination, menacés par l'affirmation des classes assujetties et exploitées. Mais cela est utile aux privilégiés parce que leur but est d'opprimer le peuple. La dictature serait en revanche nuisible si on voulait l'associer à une quelconque tentative ou effort des classes opprimées pour se libérer.

Ce n'est pas la première fois pourtant que les opprimés se laissent aveugler par l'illusion qu'un pouvoir concentré en quelques mains puisse résoudre ses problèmes de bien-être et de liberté mieux qu'un pouvoir partagé entre le plus grand nombre. Aujourd'hui cette illusion - qui s'était en partie dissipée lors des révolutions du XIX<sup>ème</sup> siècle - refait surface, avec plus de force encore, à cause de la guerre, de l'exemple corrupteur de l'autorité militaire, de l'arrogance et de la servilité qu'elle a engendrés. Mais ses germes avaient toujours subsisté, entretenus par une éducation autoritaire pluri-séculaire. Si l'on remontait le cours de l'histoire, on pourrait même affirmer que l'idée de la dictature possède davantage un caractère populaire qu'aristocratique car elle a toujours trompé davantage les classes inférieures qu'elle n'a séduit les classes et les castes supérieures des nobles et des riches.

Comme je l'ai déjà fait remarquer, ces dernières ont recours sans scrupules à la dictature quand elles en ont besoin pour défendre leurs priviléges, mais elles n'en sont pas satisfaites. Une bonne partie d'entre elles, tout au moins, s'en méfie beaucoup car - au minimum - une nouvelle dictature porte en elle la formation d'une nouvelle caste qui tend à dépouiller à son avantage les anciens privilégiés. Le peuple, en revanche, toujours exploité et opprimé, même sous les régimes les plus démocratiques, et qui «n'a rien à perdre hormis ses chaînes», est porté plus facilement à espérer qu'un bon tyran puisse mettre les choses en ordre. Il croit qu'un ami ou un représentant, investi de l'autorité suprême, peut utiliser celle-ci pour détrôner les classes dominantes à l'avantage des classes opprimées. Cette illusion cependant s'est montré mille fois erronée, car le dictateur populaire - même s'il prend sa mission au sérieux, même s'il ne retourne pas tout de suite sa casaque, même s'il ne s'associe pas avec les anciens privilégiés et s'il les exproprie pour de bon - est porté par la nature de son pouvoir à créer autour de lui de nouveaux privilégiés plus affamés et arrogants que les anciens. Et le peuple s'aperçoit trop tardivement qu'il a simplement changé de patron!

Mais, hélas, la leçon est vite oubliée et après une, deux ou trois générations, il en revient à expérimenter l'ancienne erreur.

Dès l'époque très éloignée de la Rome républicaine, de la Rome de Brutus et de Coriolan, l'histoire narre que le peuple, afin de contenir l'arbitraire des patriciens, confia des pouvoirs dictatoriaux à dix citoyens - les *decemvir* - chargés de proposer des lois justes pour la République. Toutefois la légende raconte aussi que fut nécessaire l'acte de désespoir de Virginius - qui, afin de soustraire sa fille aux convoitises du chef des dictateurs, la poignarda devant le tribunal et appela le peuple à se révolter - pour mettre fin à un pouvoir qui devenait toujours plus tyannique et qui s'efforçait de durer bien au-delà de la durée prévue. Toute dictature, donc, demeure «*provisoire*» à condition seulement que ses sujets, pour mettre fin à ses abus, se lèvent contre elle et y mettent fin.

D'ailleurs toute l'histoire de Rome, lors du passage de la République à l'Empire, est l'histoire d'un peuple qui se forge toujours de nouvelles chaînes. Elle s'appuya ainsi sur les serfs pour se doter de dictateurs militaires «*démocratiques*», dans l'espoir de mettre fin à l'oppression de la ploutocratie. Elle n'obtint pourtant qu'une tyrannie encore plus terrible et honteuse contre laquelle il ne lui resta plus qu'à se réfugier dans l'apathie comblée par le *panem et circenses*. De Marius à Jules César, d'Auguste à Néron, à travers les expériences dictatoriales du triumvirat - malgré l'éclair du poignard de Brutus et quelques complots étouffés dans le sang -, il n'y a de la part du peuple romain que la recherche et l'espoir du dictateur, du «*bon tyran*». Les stupides grenouilles de ce cloaque de corruption qu'était devenue la Rome impériale avaient demandé à Jupiter, le roi démocratique, qu'il les défende des crapauds patriciens et ploutocrates; c'est ainsi qu'elles se trouvèrent à la merci du serpent vorace qui saigna pendant des siècles les uns et les autres, tous victimes de ces monstres à visage humain qui s'appelaient Tibère, Néron, Domitien, Commode, et de leur suite sanguinaire et insatiable des prétoiriens recrutés parmi la lie de la Subure et les barbares.

L'histoire ultérieure n'est pas moins édifiante, les siècles du Moyen Age sont remplis de ces illusions et de ces déceptions. Les peuples cherchant leur salut en de nouveaux tyrans mais ne récoltant rien d'autre que des oppressions plus féroces, des spoliations, des trahisons, des massacres et des guerres. Et c'est au milieu de tout cela que la liberté, péniblement, fit ses conquêtes, grâce à la seule obscure, mais tenace, opposition populaire relevant périodiquement la tête en dépit des bains de sang par lesquels on voulait l'étouffer. Les Républiques et les communes libres qui, après l'an mil, constituèrent un début si encourageant pour la liberté, tombèrent elles aussi, victimes des dictatures - presque toujours d'origine populaire - auxquelles elles s'abandonnèrent. Ce furent ainsi les seigneuries féroces et criminelles des Ezzellino, des Visconti, des Médicis, des Bentivoglio, des Borgia, etc... La naissance des grands États européens eux-mêmes au XVI<sup>e</sup> siècle, est due en grande partie à la confiance que les peuples mirent, aveuglément, dans les rois et les empereurs qui réussirent à obtenir leur appui pour soumettre les féodaux, annexer les petits États et détruire les autonomies locales. Mais les fruits que les peuples récoltèrent furent des guerres interminables, la misère et les famines les plus épouvantables de mémoire d'homme.

Même résultat négatif pour les dictatures qui gardèrent leur caractère populaire - voire plébéien - d'origine, ou qui ne purent se maintenir, presque exclusivement, que grâce à la force insurrectionnelle des pauvres et des misérables. Certes, aux dictatures de Cola di Rienzo, Michele di Lando, Masaniello et quelques autres, ne faisait pas défaut une certaine grandeur révolutionnaire; mais elles dégénérèrent et provoquèrent le dégoût du peuple qui les avait créées, les rires et les plaisanteries des puissants et la mort pour ceux qui les avaient personnifiées.

Les grandes révolutions des peuples qui secouèrent l'Europe et le monde, entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, marquèrent indiscutablement une grande amélioration pour la cause de la liberté. Les peuples commencèrent un peu plus sérieusement - et non plus simplement par des élans passagers - à «*agir par eux-mêmes*». Or cela était déjà beaucoup; voilà pourquoi ces révolutions provoquèrent des changements sociaux profonds et que leurs fruits, malgré les revanches de la réaction, n'ont pas tous été perdus. Et pourtant, si l'on étudie l'histoire de ces révolutions, on s'aperçoit que leur côté faible, la raison de leur arrêt, tient à la présence en leur sein de cette erreur épouvantable, à savoir: rechercher le succès «*par en haut*», en déléguant le pouvoir à quelques individus plutôt que de le poursuivre constamment «*par en bas*», au milieu des masses populaires.

J'ai déjà traité cette question ailleurs et je ne voudrais pas me répéter (2), mais je ne veux pas être mal compris. Je ne nie nullement la portée énorme de ces révolutions; je ne conteste pas non plus le bien-fondé

(2) Cf. le chapitre: «*Les enseignements des précédentes révolutions*» dans mon livre *Dictature et révolution* (voir Éditions du Monde libertaire, Paris, 1986, 276 p.).

de leurs intentions, ni les convictions révolutionnaires de bon nombre de leurs héros et de leurs martyrs. Ceux-ci eurent le mérite indéniable de percer à jour l'âme des foules, de deviner l'opportunité et la nécessité de l'action, d'organiser et de diriger cette action contre les points les plus vulnérables des forces ennemis, de déployer une énergie et un esprit de sacrifice hors pair, etc... Mais, après avoir vu le peuple à l'œuvre et s'être aperçus que la liberté révolutionnaire l'élevait et le rendait toujours plus créateur, ils furent presque effrayés par leur audace; bref, ils eurent peur de la liberté. Ils crurent ainsi nécessaire d'y mettre un frein; et puisque la liberté ne se laissait plus enfermer si facilement, ils eurent recours au vieux système des tyrans, à la poigne de fer, à la dictature.

A partir de ce moment, sans s'en rendre compte, ils mettaient fin à la révolution et, sous des apparences toujours révolutionnaires, ils commençaient la réaction. Les plus sincères et les plus malchanceux d'entre eux payèrent de l'échafaud une erreur qui ne tarda pas à déboucher sur la contre-révolution. Il est vrai que celle-ci n'annulait pas toutes les conquêtes de la révolution, mais elle en arrachait les fleurs les plus belles et empêchait que l'égalité sociale - véritable ressort, fut-il caché ou inconscient, à toutes les révolutions - ne donne tous ses fruits.

C'est ainsi que la révolution de Cromwell prépara le terrain à la restauration de Charles II; la dictature de Robespierre en 1793 déblaia le terrain à la réaction thermidorienne, au Directoire et à Bonaparte; les pleins pouvoirs du gouvernement provisoire français en 1848 aboutirent à Cavaignac et aux massacres de juin, ainsi qu'au pouvoir absolu du second Bonaparte et aux massacres de décembre 1851. Quant à toutes les autres révolutions européennes depuis 1848 - y compris l'italienne et la *Commune de Paris* de 1871 -, elles apportèrent toutes, sous des formes et des modalités différentes, la démonstration tangible que le pouvoir étatique était le tombeau de la révolution et que, plus ce pouvoir était fort et concentré, plus il était mortel.

Les plus intelligents et les plus passionnés des révolutionnaires du XIX<sup>ème</sup> siècle, surtout entre 1848 et 1880, l'avaient compris. Non seulement les écrivains anarchistes, ce qui est logique, mais aussi les partisans du socialisme autoritaire, y compris Marx et plusieurs révolutionnaires politiques républicains et démocrates - Cattaneo et Ferrari en Italie, Pi y Margall en Espagne -, exaltèrent pendant un moment les principes autonomistes et virent dans l'initiative populaire, en opposition au centralisme étatique, le salut de la révolution.

Auguste Blanqui et Giuseppe Mazzini, par exemple, étaient énormément estimés par le prolétariat à cause des sacrifices de leur vie, de leurs convictions révolutionnaires indomptées et de leur inépuisable et toujours renaissante volonté d'action. Cependant, en dépit de leur grand amour pour le peuple et pour tous les déshérités, et malgré leur intelligence supérieure, ils virent à la fin de leur vie leur cause - leur tactique surtout - désertée à cause de leurs conceptions fondamentalement autoritaires. Désormais, en Europe, Proudhon et Bakounine furent les plus écoutés. Or ces derniers avaient su tirer, avec le plus de clairvoyance, de l'étude des révolutions précédentes et de l'observation personnelle de celles qui s'étaient déroulées sous leurs yeux, l'enseignement de la conception anti-autoritaire de la révolution.

Cette conception, depuis l'*Association internationale des travailleurs* deuxième manière, avait fini par obtenir l'adhésion de la majorité des sections européennes et, autour des années 1880, semblait devoir servir de guide à la révolution sociale proche. Pourtant cette primauté, obtenue un instant parmi le prolétariat militant et la majorité des révolutionnaires, ne se maintint pas et bientôt la conception anti-autoritaire resta le patrimoine exclusif du parti anarchiste, dont elle formait la base essentielle de sa doctrine.

Rechercher les raisons historiques, psychologiques et politiques de cette décadence, de ce retour en arrière, serait trop long. Les tendances autoritaires du parti socialiste allemand, reprises à leur compte par Marx et Engels, exercèrent, compte tenu de la suprématie politique et économique de l'Allemagne depuis 1870, une influence néfaste fondée sur la recherche du succès matériel et du nombre. Et puis le témoignage des révolutions passées avait disparu, tandis que l'*Internationale anti-autoritaire* cessait définitivement d'exister après 1880. La recherche du moindre effort faisait accepter aux socialistes et à une grande partie de la classe ouvrière la tactique électorale et légalitaire. Était inaugurée ainsi l'ère de la II<sup>ème</sup> internationale, celle de la «conquête des pouvoirs publics». L'idée de révolution elle-même était écartée, sauf pour les anarchistes et pour une minorité de socialistes.

La faillite misérable de la II<sup>ème</sup> Internationale, avec le déclenchement de la guerre de 1914, est bien connue de tous.

Après la guerre, la grande majorité des socialistes et des prolétaires reconnut que seule une révolution

violente aurait pu les libérer de la tyrannie bourgeoise, mais trente ans d'éducation légalitaire et autoritaire, l'idée fixe de la conquête du pouvoir, amenèrent à un résultat logique. Certes, l'idée de la révolution abandonnée après 1880 redevint d'actualité, mais c'est sa conception autoritaire qui prévalut, la conception jacobine et blanquiste des sectes socialistes allemandes et françaises d'avant 1848. Les expériences et les études de trente ans, toutes les idées et les méthodes élaborées au sein de la 1<sup>ère</sup> Internationale jusqu'en 1880, étaient complètement ruinées, oubliées, ignorées! Même dans le langage, le ton ou les mots d'ordre on retournait au communisme dictatorial de 1847! Un vrai recul dans les idées et, malheureusement, dans les faits...

Ces faits cependant furent, comme il arrive souvent, plus logiques que les idées tandis que celles-ci se précisèrent à leur contact. Ainsi, au lieu de réagir devant certaines conséquences néfastes, on les accepta et on s'en accommoda. Je fais allusion au caractère autoritaire que prit la révolution russe en 1918 sous l'impulsion énergique des bolcheviques. C'est indiscutablement l'importance excessive accordée à la conquête du pouvoir, erreur héritée du marxisme social-démocrate, qui a poussé les bolcheviques à la centralisation étatique la plus autoritaire, et donc à la dictature politique, militaire et, en partie, économique - même si sur ce terrain elle a presque entièrement fait faillite. Or c'est la dictature qui leur fit commettre les excès les plus liberticides au détriment de tous les révolutionnaires et des travailleurs dissidents. Excès que les leninistes n'avaient jamais ni imaginé, ni approuvé, quand, avant la guerre, ils utilisaient l'expression «dictature du prolétariat» dans un sens plutôt figuré que «littéral».

Mais les bolcheviques, après avoir conquis le pouvoir, se trouvèrent comme prisonniers de leur système, poussés par l'enchaînement logique des faits jusqu'aux ultimes conséquences. Certes ils y furent entraînés aussi par des événements non voulus comme la guerre, l'invasion du territoire, les bandes réactionnaires, la crise économique, le cordon sanitaire établi par les autres États, etc... Mais leur mentalité autoritaire et sectaire, plutôt que de s'inquiéter des libertés populaires et prolétariennes emportées par la politique dictatoriale, les poussa à accepter favorablement ces conséquences, à les théoriser, à voir en elles la voie qui conduirait au communisme. Ainsi, tandis qu'en réalité la réalisation du communisme s'éloignait tel un rêve, la liberté du prolétariat russe était définitivement sacrifiée.

Encore une fois la Dictature - même si cette fois-ci elle avait été engendrée par une des plus grandes et glorieuses révolutions de l'histoire - châtrait avec violence la Révolution en prétendant la sauver. Elle l'arrêtait en arrachant les meilleurs fruits d'émancipation et d'égalité sociale et, aveugle, accomplissait elle-même la contre-révolution à laquelle elle aurait dû barrer la route.

Mais comment aurait-il pu en être autrement, puisque la nature de l'État, sa fonction principale, est d'opprimer, limiter, tuer la liberté tandis qu'il est absolument impuissant à la défendre? Comment espérer alors la libération et l'émancipation par l'utilisation de la forme la plus centralisée, la plus autoritaire, la plus despote de l'État qu'est la dictature?

Je ne suis pourtant pas du tout du même avis que les politiciens de la démocratie et du libéralisme bourgeois qui, pour apporter de l'eau à leur moulin, mettent dans le même sac fascisme et bolchevisme et affirment qu'il s'agit du même phénomène sous des noms différents.

Il est bon de préciser, avant tout, que la bourgeoisie libérale et démocratique n'a aucun titre pour critiquer le bolchevisme, comme elle n'a aucune raison de se scandaliser du fascisme. C'est sa faute si le prolétariat - une partie tout au moins - a pris en grippe la liberté, car celle-ci a été pendant trop longtemps profanée par les partis des classes dominantes et exploiteuses. C'est à partir des dégénérescences et du pourrissement inévitable des régimes étatiques et capitalistes - appelés depuis le siècle dernier libéraux et démocratiques, constitutionnels et parlementaires - que le fascisme, logiquement, a pris naissance. Depuis trop longtemps d'ailleurs, le libéralisme et la démocratie avaient épousé le cycle des révoltes politiques et nationales et n'étaient plus qu'un obscène déguisement de la dictature elle-même: la dictature ploutocratique, agoteuse, bancocratique qui, avec le fascisme, n'a fait qu'ôter son masque.

Cela dit, malgré le respect que je dois aux démocrates et aux libéraux qui rêvent de pouvoir combattre efficacement le fascisme et la réaction au nom d'un passé révolu à jamais, je tiens à répéter que la dictature bolchevique en Russie possède un caractère fondamentalement différent de la contre-révolution, monarchiste et capitaliste, qui s'affirme en d'autres parties de l'Europe. Indépendamment des arguments polémiques que nous pouvons utiliser à l'encontre des bolcheviques, il s'agit pour nous de constater objectivement un fait, de préciser une vérité historique qu'il serait injuste - voire nuisible à la cause de la liberté - de dissimuler ou de nier par esprit partisan.

Quand nous nous trouvons confrontés à des événements si vastes et complexes, il ne faut pas se laisser abuser par des similitudes épisodiques ou superficielles, par des faits semblables mais d'origine et de nature différentes, par des mêmes mots utilisés dans un sens différent. Certes la dictature se présente comme un pouvoir centralisé et absolu et donc ne peut se manifester que par des moyens de coercition ou de violence analogues. Voilà ce qu'il y a de commun entre toutes les dictatures, qu'elles soient d'origine réactionnaire ou bien révolutionnaire. Et voilà pourquoi nous disons que toutes les dictatures sont contre-révolutionnaires car, quelle que soit leur origine, elles engendrent la contre-révolution. Mais cela n'efface pas les différences qui se répercutent sur le cours des événements ultérieurs, y compris sur les manifestations contre-révolutionnaires.

Supposons, par exemple, que, lorsque éclata la révolution russe en février 1917, nous aurions pu prévoir son issue dictatoriale et sa déviation étatique et bourgeoise à la fois. Nous nous serions peut-être moins réjouis, car nous avons conçu alors des espoirs extraordinaires qui ne se sont pas concrétisés.

Mais nous aurions salué quand même la révolution avec joie comme étant un événement grandiose pour le progrès humain et social. En revanche, tous les coups de main ou d'État qui ont éclaté ici ou là en Europe après la guerre tels des cancers nous ont rempli l'âme d'angoisse et d'horreur dès les premiers instants puisque nous y avons vu, avant toute chose, un recul pour la marche de la société tout entière.

La dictature bolchevique marque certes un recul par rapport à la révolution mais non pas vis-à-vis du tsarisme. Même en le voulant elle ne pourrait pas revenir en arrière, au point de départ, tandis que toutes les dictatures d'origine capitaliste ont été des retours en arrière vers un passé enseveli depuis presque un siècle. Nous déplorons la dictature bolchevique car sans elle, la révolution aurait pu réaliser d'autres progrès dans un sens antiétatique et anti-bourgeois. Ce qui nous indispose dans les dictatures capitalistes, en revanche, c'est de les voir annihiler aussi les conquêtes prolétariennes et de liberté que les peuples avaient obtenues dans le cadre des régimes bourgeois.

Le régime politique bolchevique a une portée moins grande que la révolution dont il est issu. Mais c'est justement à cause de cela que, bon gré mal gré, il est obligé de rester à l'intérieur des limites du fait accompli, de ne pas trop les heurter. La révolution a mis en marche et poussé en avant des millions d'hommes et c'est un malheur que la dictature bolchevique ait réussi à freiner un tel mouvement et à le détourner dans un sens autoritaire. Mais il est impossible qu'elle ne soit pas freinée à son tour ou bien que ses tendances autoritaires ne soient pas endiguées par un mouvement d'une portée bien supérieure au sien. L'agitation des oppositions au sein de la dictature bolchevique nous en fournit une preuve car elle montre que d'autres oppositions, plus vastes, mûrissent dans le pays. Les régimes dictatoriaux bourgeois (le fascisme, par exemple) sont certes peu de chose, y compris par rapport au bolchevisme russe, mais ils maîtrisent beaucoup mieux la situation, ils ne se heurtent pas à un mouvement plus vaste. Et même si la réaction capitaliste dont ils sont issus se montre plus modérée qu'eux, les uns et les autres sont sur la même longueur d'onde anti-prolétarienne et anti-libertaire. Voilà pourquoi aujourd'hui les dictatures bourgeois sont plus dangereuses et mortelles que les autres.

Nous souhaitons, bien évidemment, que le peuple russe réussisse à se libérer de l'oppression bolchevique et reprenne la marche révolutionnaire vers la liberté et vers le vrai communisme. Nous sommes certains que les anarchistes russes feront tout leur possible pour que cela soit ainsi, nous sommes donc solidaires avec eux contre leurs actuels persécuteurs. Mais nous sommes prêts aussi à saluer avec joie une révolution italienne contre la dictature fasciste d'où qu'elle vienne, même si elle avait une orientation communiste, et nous sommes convaincus que les anarchistes italiens y prendraient part. Et cela non seulement parce que nous comptons sur le concours et l'action des anarchistes pour freiner les tendances autoritaires d'autrui; mais aussi parce que la révolution entraînerait toujours un progrès, en dépit de toutes ses possibles déviations et dégénérescences.

Il n'est pas possible de mettre sur le même plan la contre-révolution qui fait suite à une révolution victorieuse et la contre-révolution préventive issue d'une réaction, d'une situation déjà réactionnaire et qui ne fera qu'empirer. La réaction thermidorienne, malgré ses infamies, n'a rien à voir avec la réaction *sanfediste* italienne d'après 1815; la première resta toujours en deçà de la prise de la Bastille, la seconde ramena l'Italie en 1788. La réaction bolchevique n'a pas reculé au-delà de février 1917; la réaction fasciste, en revanche, nous a fait régresser jusqu'en mars 1848 et plus en arrière encore! La différence est énorme.

Cette différence apparaît encore plus clairement si l'on tient compte des circonstances, non voulues par les bolcheviks, qui les ont poussés bien au-delà de ce qu'ils pouvaient imaginer sur la voie de l'abso-

lutisme: guerres, invasions, famines. A cela, ajoutons le facteur ethnique: une population très nombreuse, encore arriérée, habituée au servage depuis des siècles et qui, peut-être, était encore trop portée à servir.

Les politiciens de la démocratie et du libéralisme ont beau jeu de jeter le même anathème sur les hommes de la révolution et ceux de la réaction. Parfois, emportés par l'élan polémique ou bien par la colère provoquée par les nouvelles des violences liberticides qui nous parviennent de Russie, les révolutionnaires aussi se prétendent à ce jeu. Or, pour horribles que soient les conséquences dans un cas comme dans l'autre, et bien que souvent, elles soient semblables, il ne faut pas accepter cet amalgame.

Cette sérénité de jugement est sans doute difficile pour des hommes qui luttent et qui ne peuvent pas prendre de recul; elle est pourtant nécessaire, non seulement pour des raisons de justice, mais aussi pour des raisons politiques, sociales et psychologiques.

Politiquement il faut éviter de se faire, fût-ce inconsciemment, dans nos polémiques et dans la lutte contre le bolchevisme les alliés des démocrates et des libéraux bourgeois. Cela, d'une part, amoindrirait la portée de notre argumentation antibolchevique et, d'autre part, pourrait laisser croire que les anarchistes cherissent l'idée d'un retour aux régimes démocratiques et libéraux bourgeois là où les régimes absolutistes et dictatoriaux l'ont emporté. Non! Aussi fort que soit le désir de mettre fin à une situation intolérable et grand le devoir de participer à toute action allant dans ce sens, le retour pur et simple à la situation ancienne représenterait pour nous une deuxième défaite. Notre effort doit viser non pas à restaurer le passé mais à poursuivre notre élan vers un avenir de plus de liberté et de justice.

En second lieu, psychologiquement, accorder du crédit à l'erreur des démocrates et des libéraux - pour qui la dictature bolchevique et la dictature fasciste sont équivalentes - mènerait à la décourageante conclusion que la révolution russe a été inutile, voire nocive. La crainte que la révolution puisse avoir une issue dictatoriale deviendrait un argument ou un prétexte pour déconseiller la révolution dans les autres pays, pour ne pas y participer ou pour la désirer moins ardemment. Elle prendrait l'aspect d'une propagande ou d'une manœuvre à caractère contre-révolutionnaire. Or, bien au contraire, il faut désirer la révolution avec le plus d'ardeur possible, la préparer avec la plus grande foi, l'aider et y prendre part avec la plus grande énergie, toujours et dans tous les cas. C'est la seule manière pour contribuer à son triomphe et pour faire en sorte qu'elle soit le plus conforme possible à nos intentions libertaires.

De tout cela il ne faut pas conclure, en aucune manière, que la polémique que les anarchistes mènent contre les bolcheviks, contre la conception autoritaire et dictatoriale de la révolution, perd ses raisons d'être. Les anarchistes n'ont aucune raison, en Russie, d'atténuer leur opposition au régime, et, dans les autres pays, de ne pas faire leur devoir en s'opposant aux méthodes autoritaires, centralisatrices, hédoniques et exclusives introduites dans le mouvement ouvrier, et dans la lutte sociale en général, par les disciples du bolchevisme. Il faut poursuivre tout cela et, en outre, se préparer, par l'organisation et l'élaboration d'un programme révolutionnaire concret à caractère libertaire, à opposer - lors d'une possible révolution - par des faits et non pas seulement par la parole la méthode anarchiste à la méthode dictatoriale; bref: empêcher la formation et le renforcement d'institutions autoritaires et tyranniques qui seraient les véritables fossoyeuses de la révolution.

Mais cette opposition, cette lutte doivent être menées sur un plan différent de celui des libéraux et des démocrates bourgeois afin de pouvoir se battre en même temps contre ces derniers et ne pas compromettre - par notre désir de combattre le bolchevisme - la cause de la révolution. C'est aussi pour cela que tous les moyens ne sont pas bons et qu'il faut accepter seulement ceux qui restent sur le terrain libertaire, révolutionnaire et prolétarien, et qui misent exclusivement sur les forces anticapitalistes et anti-étatiques (3).

Si nous examinons, en effet, les arguments portés contre le bolchevisme par tous ses adversaires bourgeois, des plus réactionnaires aux plus démocrates, ils se révèlent toujours soit faux, soit faibles. Seuls les arguments anarchistes sont efficaces et portent entièrement, puisqu'ils se placent exclusivement du point de vue de l'intérêt du prolétariat et de la liberté humaine.

Et c'est en nous plaçant de ce point de vue - nous ne le répéterons jamais assez - qu'il faut dire que les doctrines et les méthodes du communisme autoritaire sont erronées et qu'elles constituent un danger très

(3) Je ne sais pas s'il est vrai, par exemple, que notre camarade Emma Goldman - comme l'affirment les journaux communistes - mène sa campagne anti-bolchevique sur un terrain bourgeois car je n'ai presque rien lu de ses écrits. Cependant la collaboration aux grands journaux de la bourgeoisie réactionnaire nord-américaine semblerait confirmer une telle accusation. Or si cela était vrai, à mon avis, elle ne pourrait plus prétendre faire œuvre révolutionnaire et libertaire.

grave pour l'avenir du prolétariat et pour la liberté des peuples. Inutile de faire des procès d'intention car, même si ces doctrines étaient bonnes, les conséquences ont été mauvaises. Dans les événements de Russie on peut accorder toutes les circonstances atténuantes possibles et imaginables. Mais cela fait ressortir encore davantage le caractère fondamentalement erroné de la révolution bolchevique, car elle a obtenu des résultats si mauvais en dépit de la rectitude, du désintéret, de l'esprit de sacrifice et des efforts herculéens de tant de ses apôtres et de ses soldats. Même en tenant compte des circonstances exceptionnelles, difficiles et tragiques, dans lesquelles leur œuvre s'est déroulée, la mentalité autoritaire qui les a guidés dès le départ, il faut reconnaître que leur sectarisme et leur esprit centralisateur ont pesé sur les événements et ont contribué à dévier la révolution vers la pire dégénérescence étatique.

Nous ne pensons guère qu'il soit trop tard pour le peuple russe de reprendre son chemin pour s'émanciper de l'esclavage salarial - y compris du salariat d'État - et se diriger vers la vraie liberté. Et si l'on voulait, en définitive, soutenir qu'en Russie il n'était pas possible de faire autrement compte tenu de l'inexpérience du prolétariat, maintenant que l'expérience est faite elle ne doit pas se perdre pour le prolétariat international et pour les révolutionnaires du monde entier. La grande expérience russe ne doit pas permettre que les nouvelles révoltes, que la réaction capitaliste elle-même qui se prépare dans tous les pays, tombent encore une fois dans l'erreur séculaire de se confier à de nouvelles dictatures pourvoyeuses de nouvelles tyrannies pour l'avenir.

Assez de dictatures et à bas tous les tyrans! Que vienne enfin la «révolution de la liberté» qui affranchira le peuple de toutes les servitudes patronales et étatiques, de toutes les dictatures ploutocratiques et autocratiques, sans en créer d'autres d'aucune sorte et sous n'importe quel masque; qu'elle ouvre la voie, enfin, à la réalisation pacifique d'une société fraternelle, fondée non plus sur la violence mais sur l'entraide volontaire: la voie à l'avenir radieux de l'anarchie.

---